



RAPPORT ANNUEL 2019



IAMANEH Schweiz | Suisse

Gesundheit für Frauen und Kinder
Santé pour femmes et enfants

[Organisation → p.3](#)

Une alliance forte pour notre avenir

Équipe et comité directeur, commission des projets et comité de soutien

Ce que nous avons réalisé

[Afrique de l'Ouest → p.6](#)

Contexte régional et projets

Mali

Togo

Sénégal

Burkina Faso

[Balkans occidentaux → p.10](#)

Contexte régional et projets

Bosnie-Herzégovine

Albanie

[Dons → p.13](#)

Au programme

Remerciements

Impressum

[Finances → p.14](#)

Bilan

Comptes d'exploitation

Provenance des dons

Commentaire

Éditorial

Une alliance forte pour notre avenir

**Chers membres,
Chères donatrices, chers donateurs,
Mesdames, Messieurs,**

Le rapport annuel permet chaque année de marquer un temps d'arrêt pour examiner ce qui a été réalisé au cours de l'exercice précédent. Pour IAMANEH Suisse, l'année 2019 a été placée sous le signe de l'alliance: la Direction du développement et de la coopération (DDC) a modifié sa procédure d'approbation des contributions aux programmes 2021-2024 et a créé quatre nouvelles catégories de bénéficiaires. En tant que petite organisation non gouvernementale (ONG), IAMANEH Suisse est éligible dans la catégorie «Alliances d'ONG suisses». Nous avons le plaisir de vous informer que nous avons formé une alliance avec Médecins du Monde à Neuchâtel et Women's Hope International à Berne, pour développer ensemble un programme portant sur la santé et l'égalité entre les sexes.

Si la mise en place de cette alliance est une réussite, 2019 a par contre été une année mouvementée dans les pays bénéficiaires de nos projets. Bien que des progrès importants aient été réalisés du point de vue politique dans la région du Sahel, l'insécurité n'a pas cessé d'y croître. Les groupes terroristes djihadistes ont avancé dans de nouvelles zones, ont affaibli les institutions gouvernementales et ont chassé environ un million de personnes de leurs villages.

La violence domestique reste un problème majeur dans les Balkans, mais les mesures prises ces dernières années semblent cependant porter leurs fruits: toujours plus de femmes concernées trouvent aujourd'hui le courage de dénoncer ces violences et de réclamer leurs droits.

Nous avons eu le plaisir d'accueillir en 2019 au sein du comité directeur une nouvelle membre engagée en la personne de Sibylle Ganz-Koechlin. Elle donne suite à l'admirable travail réalisé par feu Hartmann P. Koechlin, co-fondateur et mentor de IAMANEH Suisse, et par sa fille Sally Bodoky-Koechlin.

Notre force d'action dépend de personnes comme vous, qui défendent la tolérance, le respect et l'égalité des droits, et qui s'engagent ensemble contre toute forme de violence. Le comité directeur vous remercie de tout cœur pour votre soutien et se réjouit de pouvoir compter sur vous à l'avenir également!

IAMANEH Suisse



Dre Dagmar Domenig
Présidente



ORGANISATION

Un bureau IAMANEH à Genève

IAMANEH Suisse est maintenant aussi présente en Suisse romande. En plus de notre siège administratif à Bâle, nous disposons depuis le 1er octobre 2019 d'un bureau à Genève. Cela nous rapproche de nos donateurs et donatrices en Suisse romande et nous permet aussi d'amplifier notre réseau. L'inauguration officielle a eu lieu le 6 février 2020, Journée internationale de tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines, avec la participation du conseiller en chef du consulat général du Mali qui a ouvert la cérémonie.

Festival du film: grand succès

Nous avons également participé l'année dernière à la campagne internationale «16 jours contre les violences faites aux femmes». Avec la quatrième édition du festival du film «frauenstark!» (force féminine!), organisé par nos soins, nous avons lancé une fois encore un signal fort contre la violence faite aux femmes. Des films sur les droits des femmes, le genre et la violence ont été projetés. L'ouverture du festival du film a été marquante, avec la rappeuse sénégalaise et militante contre l'excision Sister Fa – l'une des protagonistes du film d'ouverture Little Stones –, qui a présenté un show enthousiasmant en compagnie de la rappeuse et féministe bâloise KimBo. Melanie Winiger a animé dans la foulée une table ronde émouvante, avec la participation de Sister Fa, sur le thème des mutilations génitales féminines. Le festival a donné un aperçu inspirant et coloré de la variété féminine. Nous avons touché un large public, et des jeunes en particulier. Outre les plus de 600 personnes

présentes lors des soirées, environ 400 élèves ont participé aux projections spéciales pour les écoles, suivies de débats.

Participation à la grève nationale des femmes

Le peuple suisse a lancé le 14 juin 2019 un signal fort en faveur de l'égalité. Plus de 500'000 participants et participantes à la grève nationale des femmes ont fait de cette journée l'une des plus grandes actions politiques de l'histoire suisse depuis la grève générale de 1918. L'équipe du siège administratif a rejoint ce mouvement et a fait campagne en faveur de l'égalité entre les sexes, le principal thème défendu par IAMANEH.

Changements au sein de l'équipe

IAMANEH Suisse a connu une année plutôt mouvementée dans le secteur du personnel, avec les départs d'Anja Baier, d'Isabelle Jost et de Riccardo Turla. Nous profitons de cette édition pour les remercier une fois encore de tout cœur pour leur engagement. Anne Barbat, responsable du bureau de Genève, a rejoint notre équipe. Kim Bollag nous a en outre soutenu temporairement dans l'organisation du festival du film. Et enfin, nous avons accueilli en janvier 2020 Rebeca Revenga en tant que responsable de programme pour la Bosnie-Herzégovine et l'Albanie, ainsi que Rebecca Widmer Kerkhoff comme responsable de la collecte de fonds publics.



Sister Fa et Melanie Winiger à la soirée d'ouverture du festival du film

Équipe et comité directeur Commission des projets et comité de soutien

Situation avril 2020

Équipe IAMANEH Suisse

Manuela Di Marco Co-directrice (depuis mars 2020),
responsable du service communication et collecte de fonds, 70%

Alexandra Nicola Co-directrice (depuis mars 2020),
responsable du service programmes internationaux, 70%

Maja Hürlimann Chargée de programme Sénégal et Burkina Faso, 50%

Rebeca Revenga Becedas Chargée de programme Bosnie-Herzégovine et Albanie, 50%

Clarina Bianchi Collaboratrice programmes et rapports, 60%

Beate Kiefer Coordinatrice collecte de fonds institutionnels, 30%

Anne Barrat Responsable bureau Genève, collecte de fonds institutionnels, 40%

Rebecca Widmer Kerkhoff Responsable collecte de fonds publics, 60%

Lorin Moes Responsable finances et personnel, 60% (jusqu'en avril 2020)

Franziska Geiser-Bedon Responsable finances et personnel, 60% (à partir de mai 2020)

Coordinatrices nationales

Kadiatou Keita Coordinatrice Mali

Bibiane Yoda Coordinatrice Burkina Faso

Codou Bop Coordinatrice Sénégal

Emina Pašić Coordinatrice Bosnie-Herzégovine

Elira Jorgoni Coordinatrice Albanie

Comité directeur

Dagmar Domenig Juriste, infirmière, anthropologue sociale, Olten, *présidente*, depuis 2015

Claudia Kessler Médecin, Oberwil, *vice-présidente*, depuis 2014

Philippe Waegeli Vérificateur, Bâle, *trésorier*, depuis 2012

Noemi Steuer Ethnologue, Bâle, *membre*, depuis 2006

Beatrix Sonderegger Spécialiste en communication, Bâle, *membre*, depuis 2009

Karin Mader Conseillère en conduite responsable des entreprises, Fribourg, *membre*, dès 2016

Osman Besic Master en santé publique, travailleur social dipl., politologue, Jegenstorf, *membre*, dès 2016

Commission des projets

Jana Gerold Gérante de projets auprès de l'Institut tropical et de santé publique suisse,
spécialiste en santé publique

Felix Neuenschwander Responsable du département Prévention auprès d'Aids-Hilfe beider Basel

Bettina Schucan-Birkhäuser Sociologue et médiatrice

Esther Stebler Historienne, chercheuse en études islamiques, infirmière dipl.

Clara Thierfelder Médecin spécialiste en médecine interne et infectiologie, MSc épidémiologie

Fabienne Thomas Responsable Politique & Participations et membre de la direction générale
chez Ökostrom Schweiz

Andrea Zellhuber Responsable de la politique de développement et responsable thématique
sur la prévention de la violence chez Terre des Hommes Suisse



Comité de soutien

Hans Bossart gynécologue, Epalinges

Fanny Matthey sage-femme, Savigny

Christoph Noelpf juriste, consul honoraire du Mali, Bâle

Marcel Tanner épidémiologiste, Bâle

Edith Thomsen sage-femme, Pully

Hugo Wick pédiatre, Bâle

CE QUE NOUS AVONS RÉALISÉ

2'499 femmes ont atteint leur
indépendance économique ou l'ont
sensiblement améliorée.

41'749 jeunes ont été formés
dans le cadre de nos projets en
Afrique de l'Ouest sur les thèmes
de la sexualité, du planning
familial, de la contraception et
de la menstruation.

600 femmes victimes de violences
ont développé de nouvelles per-
spectives pacifiques et ont amélioré
leurs conditions de vie grâce nos
soins et nos conseils.

3'709 femmes et filles
victimes de violence ont
bénéficié d'un soutien
psychosocial.

1'019 hommes ont activement promu
la santé sexuelle et reproductive en tant
qu'hommes modèles.

54 femmes ont pu être opérées des
suites de fistule obstétricale ou d'autres
lésions provoquées par l'accouchement.

335 femmes et enfants d'Afrique de l'Ouest et
des Balkans occidentaux ont bénéficié d'une
protection, de soins et de conseils dans les foyers
pour femmes de nos organisations partenaires.

12'294 jeunes filles ont abordé le sujet tabou
de la menstruation lors d'événements con-
duits par nos organisations partenaires et ont
développé une approche confiante dans
ce domaine.

Contexte régional

2019 a été une année mouvementée dans nos pays bénéficiaires en Afrique de l'Ouest. Si des progrès importants ont été réalisés du point de vue politique, l'insécurité dans la région du Sahel a continué de croître. Des groupes terroristes djihadistes tentent de déstabiliser la région depuis maintenant sept ans. Les institutions gouvernementales sont affaiblies et une partie de la population est déplacée. Environ un million de personnes de la zone du Sahel ont dû fuir en 2019, dont environ 700'000 au Burkina Faso et 200'000 au Mali.

Les pays plus au sud ont jusqu'à présent été en grande partie épargnés par les menaces terroristes. Au **Sénégal**, le président Macky Sall a été confirmé dans ses fonctions en début d'année. Il a promis à l'époque des réformes démocratiques et a mis en route un important processus de transformation politique, qui inclut aussi une décentralisation. Des progrès ont également été réalisés dans le domaine des droits humains. La population a par exemple protesté massivement après le viol et l'assassinat de deux jeunes femmes sénégalaises. L'engagement de la société civile a finalement conduit à l'adoption d'une nouvelle loi qui augmente considérablement les peines pour les agressions sexuelles et les viols.

Le **Togo** a également franchi des étapes démocratiques importantes, avec entre autres des élections locales organisées pour la première fois depuis plus de 30 ans. À l'échelle nationale, une réforme constitutionnelle a été adoptée, qui prévoit une limitation des mandats présidentiels. Le pays a fait des progrès significatifs en termes d'attraction des investisseurs. Selon un classement de la Banque mondiale, le Togo est le «meilleur de sa catégorie» dans ce domaine sur le continent africain en 2019 – et le troisième meilleur au monde.

La situation est bien différente au **Mali**. Les élections législatives ont été reportées en raison de la situation sécuritaire de plus en plus tendue. La population est déçue par la lenteur de la mise en œuvre de l'accord de paix de 2015 et se sent délaissée par l'État. Les représentants gouvernementaux ne sont plus présents ou en mesure d'agir dans de nombreuses régions du pays. Cela fait le jeu des terroristes, parallèlement à l'appauvrissement croissant de la population dû au renchérissement des denrées alimentaires. Les voix préconisant des négociations avec les djihadistes et envisageant l'introduction d'un État islamique se sont faites plus fortes vers la fin de l'année. La réforme législative visant à criminaliser la violence contre les femmes, soutenue par la communauté internationale des donateurs, est achevée depuis plusieurs mois, mais il n'est pas encore clair si elle sera soumise au vote du Parlement. Les courants conservateurs du pays qui rejettent la loi sont politiquement influents.

Le gouvernement du **Burkina Faso** a poursuivi ses réformes dans le domaine de la santé et des droits sexuels et reproductifs, malgré la détérioration significative de la situation sécuritaire dans les régions du nord et de l'est du pays et le grand nombre de déplacés internes. L'exonération des coûts pour les contraceptifs décidée fin 2018 est devenue effective en 2019. Dans le même temps cependant, les soins de santé ont été partiellement paralysés par des mois de grèves des travailleurs du secteur. Le gouvernement et les syndicats se sont mis d'accord sur un ensemble de réformes visant à améliorer les conditions de travail, les revenus et les plans de carrière.

Projets Mali

Protection des filles et des jeunes femmes contre la violence: Les conditions sécuritaires précaires ont entraîné une nouvelle détérioration du scénario économique et politique au Mali, avec des répercussions sur la situation des droits des femmes et des violences sexistes. L'ONG locale YAGTU, qui œuvre dans la région de Bandiagara, apporte dans son centre d'information et de conseil un soutien médical, juridique et psychosocial aux femmes et aux jeunes filles victimes de violences. 45 femmes se sont adressées au centre en 2019. Toutes ont bénéficié d'un soutien psychosocial, six femmes ont reçu un soutien médical, deux dans le domaine juridique et dix dans le domaine socio-économique. YAGTU a aussi mené dans 90 villages au total 2'605 activités de sensibilisation à la violence et de remise en question de la vision traditionnelle sur la soumission des femmes. L'association a en outre apporté un soutien à 245 villageois œuvrant activement, dans leur rôle d'hommes engagés, en faveur des droits des femmes. *Coûts du projet: CHF 115'498.–*

La fistule, une complication de l'accouchement: La fistule obstétricale est encore une réalité pour de nombreuses femmes au Mali. Alors que le nombre de femmes qui vivent avec ce problème depuis longtemps est en baisse, environ 2'000 nouveaux cas apparaissent chaque année. Outre les pratiques traditionnelles telles que le mariage précoce et les mutilations génitales, les raisons en sont aussi le taux de natalité élevé, le manque d'exams prénataux et la faiblesse du système de santé. Notre partenaire IAMANEH Mali a poursuivi en 2019 son engagement en faveur du traitement des femmes souffrant de fistules, et de leur retour à la vie sociale et économique une fois remises. La formation

sur les questions de santé sexuelle et reproductive et les conseils à leurs pairs, suivie par 400 hommes modèles dans 40 communautés villageoises, a débouché sur un changement de mentalité concernant le droit des femmes à la santé et sur la réduction des risques lors de l'accouchement. Alors que l'année précédente 436 femmes avaient bénéficié des quatre consultations prénatales recommandées à l'époque, elles étaient plus de 660 en 2019, soit une augmentation de 50%. *Coûts du projet: CHF 88'246.–*

En finir avec l'excision – renforcement des droits des femmes et des enfants: Toujours plus de parents sont conscients des dangers de l'excision au Mali et préféreraient ne pas faire exciser leurs filles. Mais craignant pour la réputation de la famille et pour les chances de voir leurs filles se marier, ils continuent souvent de tolérer cette pratique. Afin de réduire la pression sociale sur les familles en relation à cet acte cruel, notre organisation partenaire GAAS (Groupe d'Animation Action au Sahel Mali) accompagne les communautés villageoises de la région de Ségou dans leurs efforts d'expression collective contre la poursuite des mutilations génitales féminines. Deux villages supplémentaires ont décidé de mettre fin à cette pratique en 2019 et ont signé un accord officiel. Le travail avec les chefs religieux a également été intensifié. En coopération avec le réseau malien des associations islamiques, GAAS a organisé à Ségou le premier forum destiné aux imams portant sur le thème de l'Islam et des mutilations génitales féminines. *Coûts du projet: CHF 104'467.–*

Santé et droits pour les jeunes employées de maison: Dans les villes maliennes, on trouve dans pratiquement chaque ménage une employée de maison non qualifiée, généralement âgée de 12 à 18 ans. Elles sont exposées à l'exploitation et aux agressions sexuelles. Notre organisation partenaire APSEF (Association pour la Promotion des Droits et du Bien Être de la Famille) effectuée dans deux communautés de Bamako un travail éducatif et d'information auprès de 318 filles, propose un hébergement en cas de besoin et apporte un soutien médical, juridique et psychosocial. 37 employées de maison ont été hébergées dans le foyer en 2019. Des policières et policiers, agentes et agents de santé et médiatrices et médiateurs spécialisés ont été sensibilisés aux droits des employées de maison lors de workshops. Trois nouveaux centres de loisirs ont été ouverts en 2019, où les filles peuvent échanger des idées et se soutenir mutuellement. *Coûts du projet: CHF 134'315.–*

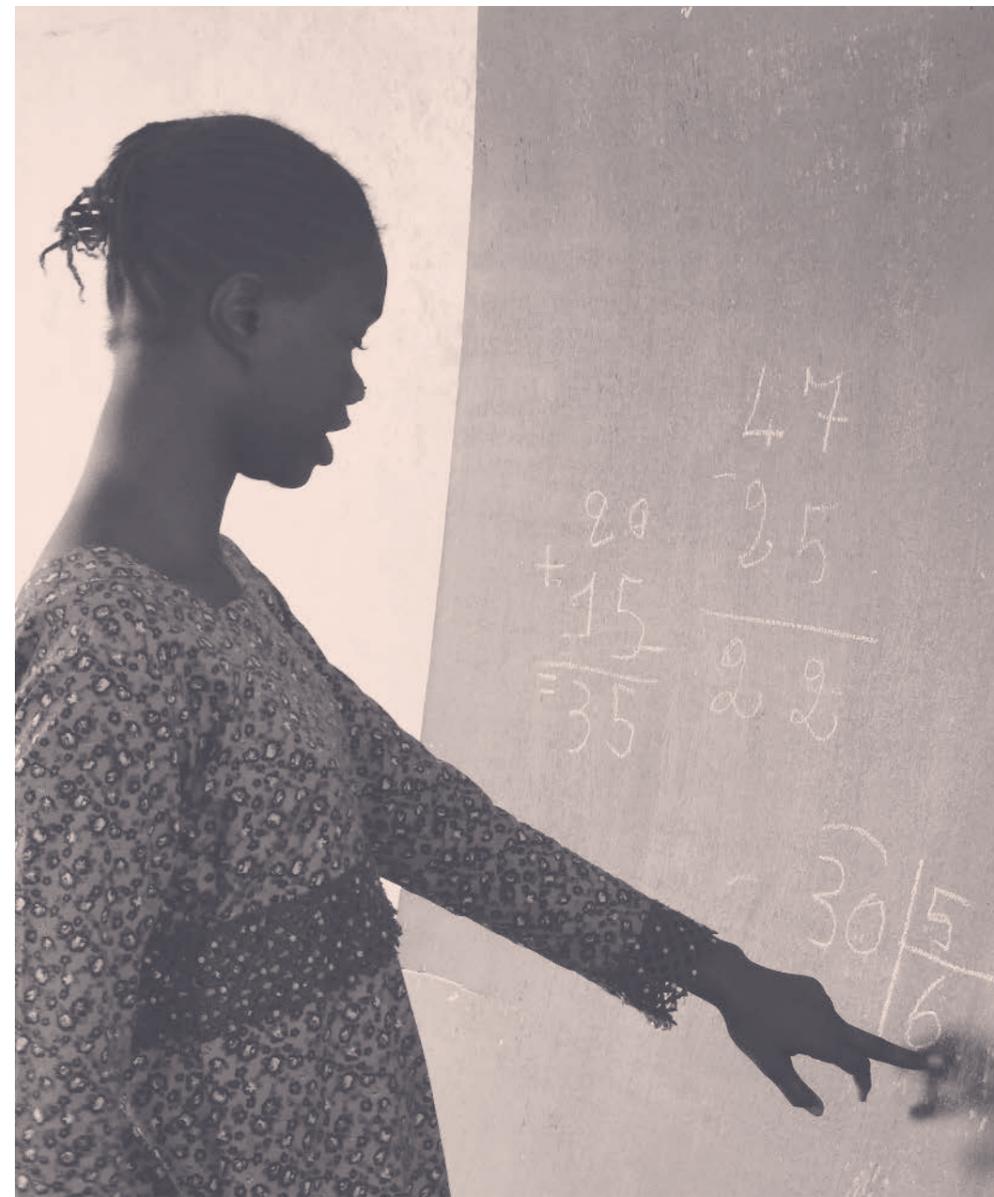
Femmes fortes – familles saines: Au Mali, plus de 30% des femmes mariées souhaiteraient utiliser des moyens de contraception mais n'y ont pas accès. Leur dépendance financière et la position dominante des hommes sont des obstacles majeurs qui les empêchent de déterminer elles-mêmes le nombre et le moment de leurs grossesses. C'est précisément là qu'intervient notre organisation partenaire locale GAD (Groupe Action Développement), qui aide plus de 1'230 femmes à devenir financièrement plus indépendantes et à améliorer leur position dans la famille. Les femmes apprennent des méthodes d'horticulture pour le besoin personnel et pour vendre les produits, et sont soutenues dans la création de microentreprises. Le GAD forme parallèlement des

hommes modèles, qui encouragent leurs communautés villageoises à repenser les valeurs traditionnelles concernant le nombre d'enfants et la répartition des rôles. Un nouveau groupe cible de GAD sont les jeunes hommes mariés, qui sont abordés par le biais de conseils aux couples. 234 couples ont maintenu des échanges avec le GAD en 2019. *Coûts du projet: CHF 107'665.–*

Focalisation sur le planning familial: IAMANEH a permis dans le passé la construction d'un centre de santé dans la région de Mopti. Le centre améliore l'accès aux services de santé de base, notamment en ce qui concerne la grossesse et l'accouchement. Il est rapidement apparu lors des consultations que de nombreuses femmes souffraient du nombre élevé de grossesses, raison pour laquelle des contraceptifs sont aussi fournis dans les villages depuis 2019, en plus des services du centre de santé. Des tables rondes donnent aux femmes l'occasion d'exprimer leur besoins en matière de planification des naissances et de sensibiliser ainsi les hommes à leur préoccupations. *Coûts du projet: CHF 63'589.–*

86%
des femmes ont entièrement récupéré après leur opération de fistule obstétricale et mènent une vie saine.

AFRIQUE DE L'OUEST





Togo

Accouchements respectueux: Comme dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, le système de santé au Togo ne prévoit qu'une seule position pour l'accouchement, allongée sur le dos sur la table obstétricale. Notre partenaire AFAD (Alliance Fraternelle Aide pour le Développement) propose depuis longtemps une approche progressiste et met à disposition des parturientes des tabourets mayas, des cordes et d'autres installations. En coopération avec le district sanitaire de Kpélé, 20 sages-femmes, obstétriciens et obstétriciennes, ainsi que les responsables de 12 centres de santé, ont été formés aux alternatives d'accouchement. L'équipement des centres a été amélioré pour permettre aux femmes de mettre leur enfant au monde «dans le respect» et de choisir librement leur position d'accouchement, ce qui facilite le déroulement de celui-ci. Les futurs pères peuvent en outre mieux soutenir leur partenaire dans le processus de naissance.

Coûts du projet: CHF 143'741.–

Réseau MenEngage Togo: Notre partenaire AFAD a été mandaté par MenEngage Africa en 2019 pour représenter le réseau au Togo. Le réseau a pour objectif d'encourager une remise en question des relations entre les sexes, par des campagnes publiques de sensibilisation, des formations et des actions ciblées. Il s'agit en outre de promouvoir un plus grand engagement des hommes dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive. L'étude sur la perception actuelle de la masculinité et de la féminité au Togo, réalisée durant la phase pilote, montre clairement que les femmes en particulier ont un grand désir de changement dans les relations entre les sexes. Les résultats de l'étude constituent la base des actions du réseau.

Coûts du projet: CHF 34'500.–

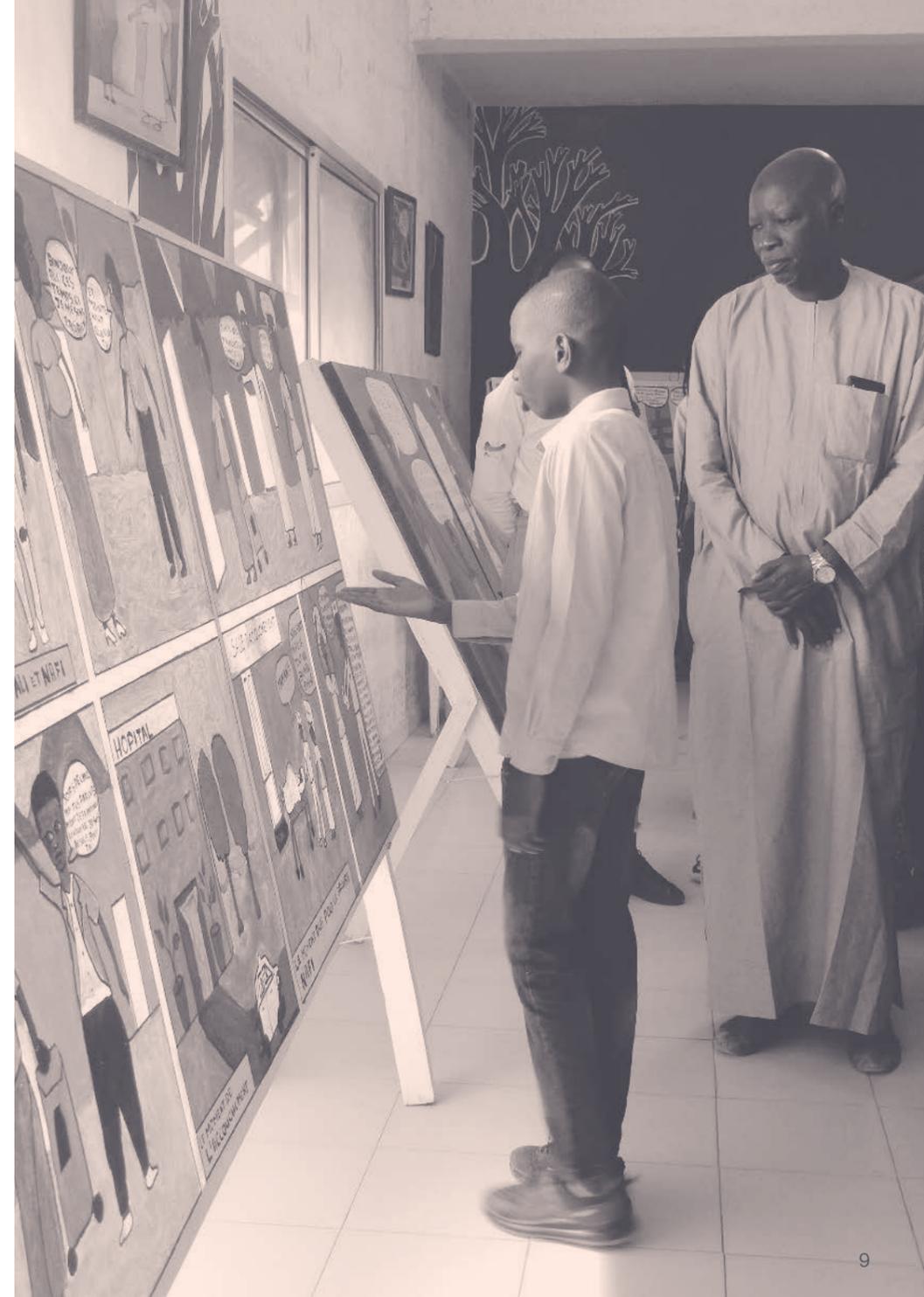
Sénégal

Éliminer la violence faite aux femmes: Deux femmes sénégalaises sur trois sont exposées à la violence, mais gardent le silence car elles n'ont personne à qui s'adresser. L'APROFES (Association pour la Promotion de la Femme Sénégalaise) est la seule institution du pays qui offre aux femmes victimes de violences un soutien complet comprenant une aide juridique, un accompagnement psychologique, une assistance médicale, des crédits d'aide pour leur indépendance financière et la possibilité de rejoindre des groupes d'entraide et d'échanges. L'association encourage également les femmes à ne plus se taire. 102 femmes ont porté plainte en 2019 et 60 cas se sont conclus dans l'intérêt de la requérante jusqu'à la fin de l'année. Dans 15 villages, des comités en relation avec l'APROFES sont actifs dans la médiation. Les démarches sont soutenues par des maris qui, par l'exemple et lors de conversations, encouragent leurs pairs à changer de comportement.

Coûts du projet: CHF 83'491.–

950

serviettes hygiéniques réutilisables, produites par des couturières et des écolières ont été distribuées à des filles dans le besoin.



Burkina Faso & Togo

Éducation sexuelle pour les jeunes: Moins de 5% des jeunes ont accès à des moyens de contraception au Sénégal et l'éducation sexuelle y est lacunaire. Les parents et les centres de santé ne prêtent généralement pas une grande attention aux questions des jeunes à ce sujet. L'organisation INTERMONDES travaille dans les banlieues de Dakar aussi bien avec les adolescents qu'avec leurs parents. Les jeunes de 10 à 14 ans mesurent de manière ludique leurs nouvelles connaissances en groupe, et les 15-19 ans reçoivent des informations pour un comportement sexuel sûr. Les parents apprennent à parler de la sexualité avec leurs enfants et les centres de santé du projet prennent désormais les préoccupations des jeunes plus au sérieux: le nombre de visites a de nouveau augmenté en 2019, passant de 350 à 420 pour les filles et de 190 à 285 pour les garçons. Des services de conseil spécialement destinés aux jeunes ont également été créés dans deux centres de santé.

Coûts du projet: CHF 146'688.–

Service de santé pour les jeunes à Yeumbeul: Des jeunes de Yeumbeul ont installé un café Internet dans le centre de santé et y proposent des cours d'informatique. Sous le prétexte d'une visite au cybercafé, les jeunes peuvent obtenir auprès du centre des informations sur la contraception et les maladies sexuellement transmissibles et aussi consulter un médecin ou une sage-femme, le tout sans attirer l'attention. 838 filles et 459 garçons ont bénéficié de ces services jusqu'à la fin du projet en juin. En outre, 1'036 filles et garçons ont échangé leurs points de vue sur la sexualité et 32 discussions de groupe supplémentaires ont été organisées, pour un total de 1'426 jeunes et 558 parents. Une phase de suivi est prévue.

Coûts du projet: CHF 38'624.–

Prévention des grossesses précoces: L'accent est mis sur l'éducation sexuelle des jeunes par les jeunes et sur leur collaboration avec les centres de santé. 156 jeunes formés se sont rendus dans des écoles et des quartiers et ont organisé 432 discussions de groupe sur la santé sexuelle et la contraception, pour un total de 1'005 adolescents. 415 jeunes ont été orientés vers des centres de santé et 210 ont opté pour un moyen de contraception moderne. Environ 15'000 jeunes et adultes ont participé à diverses activités où les questions de la sexualité chez les adolescents ont été ouvertement abordées. Le projet s'est achevé en été – et se poursuit néanmoins: l'administration de la ville de Ouahigouya souhaite inclure les activités dans les écoles lors de la prochaine planification budgétaire.

Coûts du projet: CHF 58'472.–

La menstruation ne doit pas mener à l'exclusion sociale: On ne parle pas de menstruation au Burkina Faso et au Togo et les premières règles constituent un choc pour de nombreuses filles. Les écolières qui n'ont pas les moyens de se payer des serviettes hygiéniques évitent régulièrement de se rendre aux cours par honte et par peur d'être exposées. Nos organisations partenaires AMMIE, ADEP et AFAD brisent le tabou par des activités dans 17 écoles, où l'on parle désormais des règles sans préjugés. 21'280 élèves et 8'389 parents ont participé aux activités en 2019. Dans les écoles, des comités d'élèves sont responsables de la propreté et de l'approvisionnement en eau dans les toilettes rénovées. 13 couturières et 102 écolières ont produit 950 serviettes hygiéniques réutilisables, qui ont été distribuées à 465 élèves dans le besoin.

Coûts du projet: CHF 166'612.–

Contexte régional

2019 a été une année agitée à bien des égards en **Albanie**: manifestations civiles, défilés politiques, boycott des élections, un président confronté à une procédure de destitution et, enfin, un grave tremblement de terre qui a fait 51 morts, plus de 1'000 blessés et causé des perturbations et des dégâts importants. En outre, le pays à faibles revenus qu'est l'Albanie est confronté à une émigration de plus en plus forte de sa population: plus de 23'000 personnes, en particulier des professionnels bien formés dans les secteurs de la santé et des technologies de l'information, ont demandé l'asile dans l'Union européenne. L'une des raisons de cette forte émigration est le manque de perspectives en Albanie, avec un taux de chômage qui atteint près de 14%. Environ un quart de la population est menacé par la pauvreté. Les femmes sont employées de manière disproportionnée dans les secteurs à faibles salaires et à charge de travail élevée, et dépendent financièrement fortement de leur mari.

La violence domestique est un problème très répandu en Albanie, le nombre de cas signalés à la police n'a cessé de croître ces dernières années. 4'629 plaintes ont été enregistrées, mais de nombreux cas ne sont toujours pas signalés. L'augmentation des plaintes constitue toutefois un signe positif, les mesures prises ces dernières années sont en train de produire leurs effets. De plus en plus de femmes osent aujourd'hui dénoncer les injustices subies et réclamer leurs droits.

La situation est similaire en **Bosnie-Herzégovine**: concernant l'inégalité entre les sexes en termes de travail et de taux d'emploi, le pays est en tête des six pays des Balkans occidentaux. Le taux de chômage atteint 21%, étant les femmes beaucoup plus touchées. Quatre femmes au chômage sur cinq sont des chômeuses de longue durée.

Ces chiffres relatifs au marché du travail sont liés à l'accès limité des femmes à l'éducation. La Bosnie connaît la plus faible augmentation du taux de scolarisation des filles dans l'enseignement primaire et secondaire de tous les Balkans occidentaux. Cela contraste avec les périodes historiques précédentes et constitue un recul important de la position des femmes dans la société bosniaque. Il existe encore des lacunes importantes du point de vue politique en ce qui concerne la violence sexiste envers les femmes: La Convention d'Istanbul adoptée par le Conseil de l'Europe en 2011 (garantissant la prévention de la violence, la protection des victimes, les poursuites) n'est toujours pas mise en œuvre. Par exemple, le soutien du gouvernement à l'aide juridique gratuite et à la représentation en justice est minime et difficile d'accès pour les victimes de violences sexistes. Cette lacune n'est comblée dans la pratique que par les organisations de la société civile. La situation financière des maisons pour femmes reste précaire. Ici aussi, l'État ne remplit pas son obligation réelle et deux des neuf refuges ont dû fermer par manque de financement.

183

hommes auteurs de violences ont appris des stratégies comment résoudre des conflits et comment changer leurs attitudes violentes dans le couple.

Projets Bosnie-Herzégovine

Thérapie traumatique pour les victimes de violences domestiques: L'organisation partenaire Vive Žene prend en charge dans son centre thérapeutique et de soutien de Tuzla des victimes de violences et de traumatismes. Le projet s'est concentré en 2019 sur la réhabilitation des victimes de la guerre et de violences et sur la prévention de la violence. Vive Žene a fourni en cours d'année un soutien psychosocial, constitué de différentes formes de thérapies, à environ 380 personnes. Environ deux tiers des personnes soignées ont pu stabiliser ou améliorer leur santé mentale et traiter les effets de la dépression, de l'anxiété et du stress post-traumatique. Une centaine de garçons et de filles ont pu participer à des workshops portant sur l'approche transformative des genres dans les écoles. L'objectif de ces ateliers est de permettre aux jeunes d'examiner de manière critique les normes et les stéréotypes liés au genre.

Coûts du projet: CHF 101'750.–

Protection et perspectives pour les femmes: Notre organisation partenaire Budućnost gère un logement protégé destiné aux femmes et aux enfants victimes de violences domestiques. En plus d'un hébergement sûr, les victimes bénéficient de conseils et d'un soutien psychosocial. Budućnost gère parallèlement un centre de conseil, qui a répondu à 1'919 appels d'aide en 2019. 425 femmes et enfants ont recouru durant l'année à des entretiens-conseils dans le domaine de l'assistance juridique et publique et des thérapies psychologiques. 51 femmes accompagnées de 60 enfants au total et six enfants non accompagnés en situation aiguë de violence ont été hébergés dans le logement protégé. L'organisation Budućnost propose en outre des cours de perfectionnement professionnel en agri-

culture. 75 femmes victimes de violence ont bénéficié de ces programmes de formation en 2019, grâce auxquels elles pourront travailler de manière autonome dans le secteur agricole et acquérir ainsi une indépendance économique.

Coûts du projet: CHF 136'888.–

Santé et droits pour les parents et enfants marginalisés: L'organisation partenaire Zemlja Djece travaille au niveau local et régional pour plus de justice entre les sexes et pour le renforcement des droits de l'enfant. Elle gère un centre d'accueil pour les jeunes qui, en 2019, a fourni chaque jour à 30 enfants un repas et des vêtements. Les bénéficiaires ont également reçu un soutien scolaire et la possibilité de participer à des activités éducatives, créatives et intégratives. Des conseils psychosociaux et juridiques sont en outre offerts aux parents et aux enfants dans neuf points d'accueil, qui ont été fréquentés durant l'année par 531 personnes. Les activités d'information et de sensibilisation portent sur la promotion de la santé, l'éducation sexuelle et la prévention de la violence domestique et liée au genre. Le projet enseigne aux filles à identifier les discriminations, à défendre leurs droits et à se détacher progressivement des rôles traditionnels dans les relations hommes-femmes. Dans le club «Be a man», les normes en vigueur en matière de masculinité et le rôle des hommes au sein du ménage, de la communauté et à l'école sont remis en question. Les activités du club ont impliqué 231 jeunes. Le travail effectué avec des hommes roms a abordé la question de la masculinité, promu des modes de vie sains et enseigné des stratégies comportementales et de résolution des conflits pacifiques.

Coûts du projet: CHF 115'119.–

Albanie

Prévention et travail auprès des auteurs de violences: Le centre pour hommes de Mordriča offre des conseils psychosociaux qui ont bénéficié 211 hommes en 2019. Le service de conseils par téléphone a été appelé par 606 hommes. 30 hommes ont suivi avec succès un programme de conseil en matière de violence, composé de séances de groupe et individuelles. Notre partenaire a organisé 35 sessions de groupe afin de promouvoir les compétences sociales dans le contexte familial. Le centre travaille avec les services sociaux locaux pour atteindre le groupe cible et a collaboré en 2019 avec les autorités locales pour assigner de façon plus efficace les auteurs de violences.

Coûts du projet: CHF 126'785.–

Mise en place d'un travail officiel auprès des auteurs de violences: Les autorités judiciaires bosniaques n'imposent toujours pas d'assistance psychologique obligatoire aux hommes violents, même lorsqu'une condamnation définitive a été prononcée. C'est pourquoi nos organisations partenaires Vive Žene et Budućnost ont mis en place des programmes d'assistance volontaires pour les auteurs de délits, en étroite collaboration avec les institutions communautaires. 57 hommes ont suivi en 2019 le programme de conseil en matière de violence «Travail avec les auteurs de violences». Avec ce projet, cofinancé par ONU Femmes, IAMANEH Suisse renforce sa position en tant qu'expert leader dans le travail auprès des auteurs de violences en Bosnie-Herzégovine.

Coûts du projet: CHF 65'381.–

Protection dans un refuge pour femmes: L'organisation partenaire SAWG, Shelter for Abused Women and Girls, œuvre à l'amélioration des conditions de vie des survivantes de violences sexistes. Les femmes victimes de violences trouvent une protection et un refuge dans le foyer pour femmes sur une durée pouvant atteindre six mois. Une équipe multidisciplinaire s'occupe des femmes et des enfants 24 heures sur 24, ce qui leur assure stabilité et confiance. Le SAWG contribue à l'indépendance économique des femmes en leur proposant des cours auprès d'un centre de formation professionnelle en vue de leur intégration professionnelle. L'organisation soutient en outre les femmes dans la recherche d'un logement sûr et dans leur réinsertion sociale. 47 femmes et 31 enfants ont pu quitter en 2019 le refuge pour femmes avec en perspective une vie sans violence.

Coûts du projet: CHF 108'628.–

Centre de conseil aux femmes et enfants victimes de violences: L'organisation partenaire CLWG, Counselling Line for abused Women and Girls, gère la ligne d'assistance téléphonique nationale 24 heures sur 24 pour les victimes de violences en Albanie. 3'014 femmes ont bénéficié en 2019 d'un conseil. Malgré son rôle central en tant que ligne téléphonique nationale officiellement reconnue, la situation financière reste précaire: l'aide de l'État ne couvre jusqu'à présent que 20% des coûts de l'assistance téléphonique. Les efforts déployés par la CLWG pour obtenir davantage de soutien du gouvernement n'ont pas abouti. L'organisation a de ce fait de nouveau effectué une partie de son travail gratuitement l'année dernière.

Coûts du projet: CHF 83'379.–

BALKANS OCCIDENTAUX



Centre de conseils pour les hommes

CLMB: La Counselling Line for Men and Boys (CLMB) est le premier point de contact offrant une assistance aux hommes auteurs de violences en Albanie. Les services offerts par le centre comprennent des conseils aux auteurs de violences, la prévention de la violence, un travail de réflexion sur les questions de genre avec les jeunes hommes, le renforcement des capacités des enseignants et des travailleurs sociaux, ainsi qu'un travail de lobbying et d'advocacy. Outre de nombreux appels, le centre a mené des consultations psychosociales avec 80 auteurs de violences. En plus la CLMB est également active dans le domaine de la prévention auprès des jeunes et a sensibilisé 1'800 élèves. Lors de l'exposition d'art «Generation A», 30 workshops ont été organisés pour aborder les normes liées aux genres et remettre en question les modes de pensée traditionnels. Notre partenaire a organisé des cours de formation pour les juges des tribunaux de la famille et les professionnels des services pénitentiaires, de probation et de police afin de les sensibiliser à la violence sexiste.

Coûts du projet: CHF 108'885.–

Lutte contre la violence et les abus dans les régions rurales:

Le travail de notre organisation partenaire Woman to Woman (WtW) se concentre sur la promotion de la santé des femmes, la prévention de la violence liée au genre et le soutien aux femmes et aux enfants victimes de violences. WtW a organisé des workshops fréquentés par plus de 600 jeunes, au cours desquels ils ont abordé la perception commune des genres et ont identifié des modes de pensée et des comportements «sains». L'organisation gère en outre à Shkodra un centre de conseil et un

abri d'urgence pour les femmes et leurs enfants victimes de violences. Une équipe mobile de psychologues et de travailleuses et travailleurs sociaux offre un soutien psychologique et des conseils juridiques sous forme de visites à domicile. 384 femmes et enfants victimes de violences ont bénéficié des services de WtW. Le programme est conduit en étroite collaboration avec les centres de santé des villages environnants.

Coûts du projet: CHF 112'465.–

Centre de conseil pour les hommes ZDB:

En 2019, les conseillers professionnels en matière de violence de notre organisation partenaire ZDB ont offert leurs services à 49 hommes auteurs de violences. ZDB a œuvré au sein de 15 communautés rurales dans le but de sensibiliser les autorités locales au travail auprès des auteurs de violence et d'améliorer l'assignation des hommes violents vers le service de conseils en matière de violence. Le travail de prévention auprès des jeunes constitue aussi un point central de notre partenaire. L'organisation a travaillé en 2019 avec les élèves des écoles secondaires de la région de Shkodra avec la participation d'enseignants, de psychologues scolaires et de parents.

Coûts du projet: CHF 104'680.–

227

jeunes couples ont fait face aux modèles traditionnels et l'égalité de la position des femmes.



AU PROGRAMME

Succession, mandat pour cause d'incapacité et directives anticipées du patient – un bon sentiment

Une réunion d'information en langue allemande organisée conjointement par IAMANEH Suisse, Pro Juventute et l'association d'aide aux aveugles Schweizerischer Blindenbund.

Date: **jeudi 1er octobre 2020**
Lieu: **Hôtel Glockenhof Zurich**, Sihlstrasse 31, 8001 Zurich
Horaire: **14h30 à 17h00, suivi d'un apéro**
Conférencière: **Alexandra Geiger, avocate spécialisée en droit successoral**

MERCI

Nous adressons nos remerciements à:

Kult.kino Bâle
Emma Lightowers Bâle
Melanie Winiger Zurich
Parterre Bâle
Les deux bardes de Schnitzelbank, Frau Länzli et Anggewegglimaitli
Init7 (Schweiz) AG Winterthur

Impressum

Édition IAMANEH Suisse, Bâle
Rédaction Manuela Di Marco, Rebecca Widmer Kerkhoff
Commission de rédaction Beate Kiefer, Alexandra Nicola
Collaboration Dagmar Domenig, Alexandra Nicola, Maja Hürlimann, Rebeca Revenga Becedas, Clarina Bianchi, Lorin Moes
Traduction FR Jacques Muheim, jacques@interidioms.com
Graphisme KOKONEO GmbH, Büro für visuelle Kommunikation, Sissach
Droits d'images IAMANEH Suisse
Impression Steudler Press SA, Bâle
Tirage Allemand: 2'800 ex./Français: 200 ex., imprimé sur papier Amber Graphic, Offset, FSC Mix

Bâle, mai 2020

DONS

Nous remercions chaleureusement tous nos membres, donatrices et donateurs pour leur soutien fidèle. Nous leur exprimons notre plus vive reconnaissance!

Nous remercions tout particulièrement nos donateurs institutionnels (à partir de 5'000 CHF):

Fondation Alfred und Anneliese Sutter-Stöttner Münchwilen
Canton d'Uri
Fondation Caritatis Vaduz
Christa Foundation Lucerne
Fondation Crain-Zivy Bâle
Fondation Däster-Schild Granges
Fondation Dr. Ernst-Günther Bröder Lucerne
DDC Berne
Commune de Baar
Église réformée évangélique canton de Zoug
Fondation Ferster Buchs
Canton de Zurich
Canton des Grisons
Fondation Pro Victimis Genève
Commune de Riehen
Fondation SYMPHASIS Zurich
Chaîne du Bonheur Genève
Canton de Bâle-Ville
Canton d'Argovie
Canton de Thurgovie
Fondation Leopold Bachmann Rüslikon
Fondation Max und Rösli Jakob Spiegel (BE)
Medicor Foundation Triesen
Rotary Club Bâle
Canton de Bâle-Campagne
Ville de Rapperswil-Jona
Ville de Zurich
Ville de Zoug
Fondation Stefanie und Wolfgang Baumann Bâle
Fondation Steinegg Wiesendangen
Fondation Alimentaris Binningen
Fondation en faveur de la thérapie pour les traumatismes de guerre Zoug
Fondation Salientes Zurich
Fondation Temperatio Kilchberg
The Dear Foundation Affoltern a. Albis
Fondation Valüna Vaduz

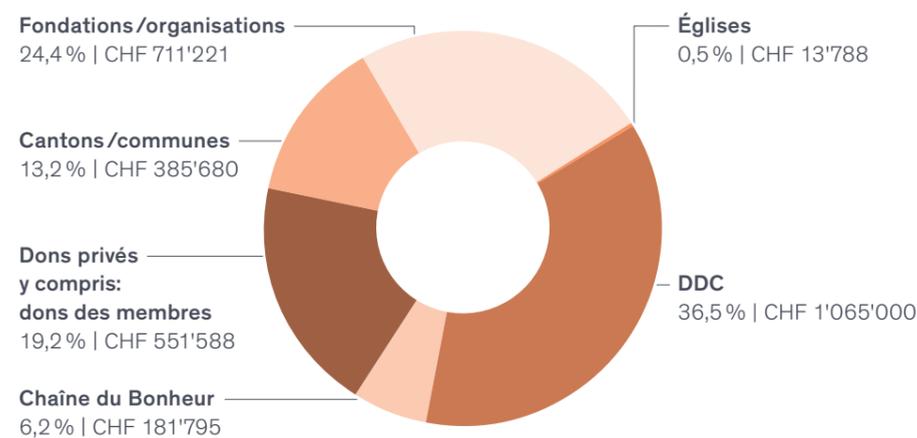
Bilan au 31 décembre

	2019 CHF	2018 CHF
Actifs		
Actifs circulants		
<i>Liquidités</i>	880'134	996'892
<i>Créances</i>		
– vis-à-vis de tiers	14'182	1'780
– vis-à-vis de prestataires	131'000	273'700
<i>Compte de régularisation des actifs</i>	174'648	229'107
Total actifs circulants	1'199'964	1'501'479
Actifs immobilisés		
Investissements financiers		
<i>Garantie de loyer</i>	4'637	4'637
Total investissements financiers	4'637	4'637
Immobilisations corporelles		
<i>Installations informatiques et mobiliers</i>	50'637	45'088
<i>Provisions pour dépréciation</i>	-37'496	-31'756
Total immobilisations corporelles	13'141	13'332
Total actifs immobilisés	17'778	17'969
Total actifs	1'217'742	1'519'448
Passifs		
Passifs courants		
<i>Dettes sur livraisons et prestations de service</i>	134'066	152'214
<i>Dettes sur paiements anticipés de projet</i>		
– vis-à-vis de la collectivité	26'565	20'245
– vis-à-vis de tiers	243'336	244'795
<i>Passifs de régularisation</i>	88'948	5'650
Total passifs courants	492'915	422'904
Capital des fonds affectés		
<i>Capital des fonds</i>	358'443	492'967
Total capital des fonds affectés	358'443	492'967
Capital de l'organisation		
<i>Capital libre généré</i>	366'384	603'577
Total capital de l'organisation	366'384	603'577
Total passifs	1'217'742	1'519'448

Compte d'exploitation 1.1. – 31.12.

	2019 CHF	2018 CHF
Produit d'exploitation		
Contributions reçues		
Contributions affectées	2'494'729	2'523'658
<i>DDC</i>	972'901	1'027'350
<i>DDC contributions administration programmes</i>	92'099	85'650
<i>DDC contribution conférence MenMove</i>	0	52'862
<i>Chaîne du Bonheur</i>	181'795	200'161
<i>Cantons et communes</i>	385'680	305'413
<i>Fondations</i>	654'221	779'988
<i>Autres produits</i>	208'033	72'234
Contributions sans affectation	425'723	574'227
<i>Cotisations des membres</i>	9'950	10'000
<i>Contributions générales</i>	415'773	564'227
Total contributions reçues	2'920'452	3'097'885
Produits de livraisons et prestations de service	5'397	29'457
Total produit d'exploitation	2'925'849	3'127'342

Provenance des dons *



*Total contributions affectées et sans affectation

FINANCES

À propos des comptes annuels

La reddition des comptes de IAMANEH Suisse se fait en accord avec les recommandations relatives à la présentation des comptes pour les organisations d'utilité publique SWISS GAAP RPC-21, selon la version révisée et en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2016.

Les comptes annuels 2019 présentés ici sont un résumé des comptes annuels complets, qui peuvent être obtenus auprès du siège administratif ou téléchargés à l'adresse www.iamaneh.ch. Ce résumé vous fournit des informations différenciées sur les mouvements financiers de l'association. Nous avons rattaché les frais de personnel aux prestations correspondantes, ce qui permet d'exposer les coûts réels inhérents à chaque prestation.

IAMANEH Suisse dispose toujours d'une assez bonne base financière. Le capital de l'organisation couvre un peu plus de 30% du total du bilan. Les actifs circulants ont diminué d'environ 300'000 CHF par rapport à l'exercice précédent. Les comptes annuels 2019 se sont clos avec un déficit de 237'000 CHF après modification du capital de fonds. Ce déficit est à mettre sur le compte d'une augmentation des charges d'exploitation et d'une baisse des dons privés.

Le produit d'exploitation a diminué d'environ 200'000 CHF en 2019. On note une hausse des contributions de la part des cantons et des communes. Les entrées en provenance des fondations ont chuté de 16%. Les cotisations des membres se sont maintenues pratiquement au même niveau qu'en 2018. En

comparaison au début de l'exercice, on constate à la fin de l'année une réduction de 134'000 CHF au capital de fonds.

IAMANEH Suisse a consacré en 2019 un montant total de 2'535'980 CHF à des projets destinés aux femmes et aux enfants, ce qui a permis de maintenir les dépenses liées aux projets à un niveau stable par rapport à 2018. Le montant total des dons liés à des projets spécifiques a atteint 2'494'729 CHF, soit une baisse de 1% en comparaison à l'exercice précédent.

Nous remercions chaleureusement à ce point tous nos partenaires, mécènes, donateurs et donatrices pour leur confiance. Grâce à ce soutien fidèle et aux contributions de cantons, de communes, de fondations et de la Chaîne du Bonheur, ainsi qu'à un financement important de la part de la Direction du développement et de la coopération (DDC), nous sommes en mesure de développer et de renforcer nos projets et nos partenariats. Nous exprimons ici notre gratitude pour votre aide précieuse!

IAMANEH Suisse

L'organe de révision Copartner Revision AG a vérifié les comptes annuels 2019. En accord avec le rapport de révision du 23 mars 2020, le comité directeur recommande à l'assemblée générale d'approuver les comptes annuels 2019.



IAMANEH Schweiz | Suisse

Gesundheit für Frauen und Kinder
Santé pour femmes et enfants

Aeschengraben 16

CH-4051 Bâle

T +41 61 205 60 80

F +41 61 271 79 00

info@iamaneh.ch

www.iamaneh.ch

Bureau Genève

Rue du Cornavin 11

CH-1201 Genève

T +41 76 491 60 81

IBAN CH95 0900 0000 4063 7178 8

